

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

VALENCE, le 25/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ONYX AUVERGNE RHONE ALPES**

Papelissier  
810 chemin des Taillandiers  
26300 Chatuzange-le-Goubet

Références : 20230525-RAP-DAEN0547

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2023 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE ALPES implanté Papelissier 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet. L'inspection a été annoncée le 03/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
- Papelissier 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet
- Code AIOT : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020, la société ONYX a été autorisée à exploiter, dans son centre de CHATUZANGE LE GOUBET :

– une extension en hauteur du casier de stockage de déchets non dangereux H actuellement en exploitation, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.

– une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d'effluents liquides non dangereux.

Les travaux de terrassement préalables à la constitution du futur casier I sont achevés, les travaux d'aménagement (barrières d'étanchéité essentiellement) de la partie Sud de ce casier sont achevés,

ceux de la partie Nord sont en cours.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Contrôle par vidéo des déchets reçus
- Conditions d'acceptation des déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de la visite, le vent du Sud soufflait de façon relativement importante, ce qui a conduit l'exploitant à décider de suspendre l'accueil des camions de déchets.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
2	Conditions de l'élimination – Rapports Annuels	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Lettre de suite , avec délai de mise en conformité de 3 mois	Lettre de suite
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs obligations de tri	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4	Lettre de suite , avec délai de mise en conformité de 3 mois	Lettre de suite
6	Contrôle par vidéo – Information	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-48-1	/	Lettre de suite
7	Contrôle par vidéo – Disponibilité	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-48-1	/	Lettre de suite

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de l'élimination –contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Sans objet
4	Contrôle par vidéo des déchargements de déchets	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-48-1	Sans objet
5	Contrôle par vidéo – CSE	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-48-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en place du nouveau dispositif réglementaire de contrôle par vidéo des déchets accueillis dans le centre se poursuit, les quelques difficultés rencontrées justifient, pour ce qui concerne les points de contrôle déjà inspectés et pas encore totalement conformes, le délai supplémentaire accordé à l'exploitant pour parvenir à une situation pleinement satisfaisante. Ce dispositif est important dans la mesure où il conduira à ne plus accueillir de déchets valorisables en quantité significative dans le centre.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions de l'élimination – contrôle visuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Contrôle visuel des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> le 17/11/2022
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise en oeuvre effective du contrôle visuel des déchets réceptionnés en ISDND : "IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : [...] 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire."
<b>Constats :</b>  Pour ce qui est du contrôle visuel des déchets :  L'exploitant précise tout d'abord que le contrôle visuel des déchets ne peut se faire de façon systématique et efficace qu'au déchargement, dans la mesure où la plupart des camions de transport sont bâchés, les déchets sont donc non visibles par la caméra en place au niveau de la bascule. De plus, certains déchets indésirables peuvent être cachés sous d'autres déchets et donc visibles uniquement lors du déchargement.  L'exploitant souligne que lors du déchargement des déchets, le conducteur d'engin présent sur l'aire de déchargement attend la fin de l'opération de vidage, afin de procéder au contrôle visuel systématique des déchets. Selon l'exploitant, c'est une des règles fondamentales de la société ONYX que le conducteur d'engins doit respecter.  L'exploitant signale que les opérateurs présents lors du déchargement des déchets disposent d'un smartphone (il y en a désormais deux pour le centre de CHATUZANGE LE GOUBET) pour prendre des photos si nécessaire.  Les images des caméras de contrôle vidéo des déchargements de déchets sont reportées dans le local de pesage. L'agent de bascule peut donc aussi assurer le contrôle visuel des déchets.  L'inspection constate bien la présence, dans le local de pesage, d'écrans montrant les opérations de déchargement, avec possibilité de zoomer et de rendre lisibles les plaques minéralogiques des véhicules.  L'exploitant souligne qu'en 2022, il y a eu 12 fiches d'anomalies portant sur le type de déchets réceptionnés. Depuis le 1er janvier 2023, il y en a déjà 20 jusqu'à ce jour (fichier anomalies remis à l'inspection). Ceci montre la sensibilisation forte du personnel concerné.  Il y a donc ainsi deux niveaux de contrôle, les agents pouvant effectuer le contrôle ont d'autres tâches.

La procédure de contrôle des déchets entrants est présentée à l'inspection, son examen montre que cette procédure ne précise pas de priorité parmi les tâches à accomplir par l'agent de bascule ou les conducteurs d'engins.

L'exploitant souligne que l'ensemble des tâches sont systématiquement accomplies par l'agent de pesée et le conducteur d'engin, même s'il n'est pas spécifié de priorités dans la procédure.

L'exploitant affirme qu'il y a donc bien deux niveaux de contrôle qui remplissent les obligations réglementaires en matière de contrôle visuel de la qualité des déchets.

Les dispositions mises en œuvre pour répondre au contrôle visuel feront l'objet d'une remontée au niveau national pour définition des dispositions minimales attendues.

L'exploitant fait part à l'inspection d'une réunion s'étant déroulée le 15 mars dernier avec le Ministère chargé de l'environnement, au cours de laquelle il a été annoncé que la phase d'expérimentation relative au contrôle visuel des déchets réceptionnés se poursuivra jusqu'au 31 août 2023.

Pour ce qui est de la possibilité offerte par la réglementation de faire procéder, en cas de doute, à une caractérisation de déchets réceptionnés, elle n'a jusqu'à présent pas été utilisée par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Conditions de l'élimination – Rapports annuels

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3

**Thème(s) :** Rapports annuels de caractérisation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** le 17/11/2022

### **Prescription contrôlée :**

Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND et du contenu des rapports de caractérisation :

"IV. L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;[...]"

### **Constats**

:

L'exploitant explique que les clients du centre ont été fortement sensibilisés par ses agents commerciaux depuis décembre 2022, pour obtenir rapidement le rapport annuel de caractérisation des déchets apportés, avec des précisions sur le contenu attendu de ce rapport. L'exploitant signale qu'il a décidé de ne pas s'impliquer dans la réalisation de rapports annuels de caractérisation des déchets.

L'exploitant présente à l'inspection un tableau montrant ses clients, répartis en catégories. Le pourcentage de ses principaux clients ayant déjà établi un rapport annuel de caractérisation de leurs déchets apportés est déjà élevé, ce qui confirme l'efficacité de l'action de sensibilisation menée par les agents commerciaux.

Il convient que l'exploitant poursuive son effort et obtienne de tous ses clients un rapport annuel de caractérisation de leurs déchets.

L'exploitant souligne que le Ministère chargé de l'environnement a décidé, au terme de la période d'expérimentation au cours du second semestre 2022, de tester de nouveaux protocoles de caractérisations, et la période d'expérimentation est prolongée jusqu'au 31 août 2023, pour permettre d'étudier la pertinence de ces protocoles. Un nouveau modèle de rapport a fait l'objet d'échanges avec les acteurs du monde des déchets suite à la période d'expérimentation au cours du second semestre 2022. Son utilisation est recommandée pour faciliter le contrôle de ces documents par les exploitants de décharge ainsi que par l'administration.

Les retours d'expérience au terme de la période d'expérimentation jusqu'au 31 août 2023 conduiront potentiellement à une nouvelle mise à jour des modèles de documents et de protocoles, avant de pérenniser leur utilisation à compter du 1er janvier 2024.

**Type de suites proposées :** Lettre de suite

### N° 3 : Conditions de l'élimination –Justificatifs obligations de tri

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4

**Thème(s) :** Justificatifs obligations de tri

**Point de contrôle déjà contrôlé :** le 17/11/2022

#### **Prescription contrôlée :**

Vérification de la réception des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets :

"I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

1° La liste de leurs obligations de tri ;

2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier."

#### **Constats**

L'exploitant signale tout d'abord que les FIP existantes (fiches d'information préalables), signées par le producteur ou détenteur du déchet, comprennent déjà un paragraphe intitulé « ATTESTATION DU PRODUCTEUR DU DÉCHET OU DÉTENTEUR DU DÉCHET » satisfaisant en

partie la prescription. Ce paragraphe précise :

« Le producteur ou détenteur du déchet soussigné :

- Certifie avoir connaissance de sa responsabilité au titre des articles L. 541-1 et suivants du Code de l'environnement et s'engage à procurer toute information utile à la bonne élimination de son déchet;
- Certifie avoir réalisé un tri séparé des flux valorisables en vue de leur recyclage, leur valorisation matière ou énergétique, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date d'apport des déchets sur le site;
- Certifie l'exactitude des renseignements fournis dans ce certificat;
- Certifie que les déchets livrés sont ultimes au sens de l'article L. 541-1 du Code de l'environnement;
- Certifie que les déchets livrés ne sont pas mélangés à des déchets interdits;
- Certifie ne pas avoir mélangé ou dilué les déchets dans le seul but de répondre aux critères d'admission des déchets sur le site;
- S'engage à fournir toute information nécessaire quant à l'identification du déchet et à livrer un produit conforme aux spécifications de cette fiche;
- S'engage à signaler toutes modifications du déchet livré pouvant entraîner un changement du résidu. »

L'exploitant présente à l'inspection une FIP, signée par l'un de ses clients et contenant le paragraphe sus-cité, en place depuis plusieurs années.

L'exploitant souligne que ses agents commerciaux ont eu une action de sensibilisation forte auprès de ses clients pour les convaincre d'utiliser le nouveau formulaire établi par le Ministère chargé de l'environnement. Ainsi, depuis le début de l'année 2023, beaucoup de clients ont déjà adopté ce formulaire (plus de 80 %).

Le ministère a mis à disposition un nouveau modèle d'attestation qui peut être utilisé. Les retours d'expérience au terme de la période d'expérimentation jusqu'au 31 août 2023 conduiront potentiellement à une nouvelle mise à jour des modèles de documents et de protocoles avant de pérenniser leur utilisation à compter du 1er janvier 2024.

**Type de suites proposées :** Lettre de suite

#### N° 4 : Contrôle par vidéo des déchargements de déchets

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-48-1

**Thème(s) :** Contrôle par vidéo

##### **Prescription contrôlée :**

« Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- «- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;
- «- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

##### **Constats :**

L'exploitant présente, dans le local de pesage, les écrans montrant les opérations de déchargement, avec possibilité de zoomer et de rendre lisibles les plaques minéralogiques des véhicules. Le déchargement d'un véhicule datant de quelques jours est présenté, sa plaque minéralogique est effectivement visible.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Contrôle par vidéo – CSE**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-48-1

**Thème(s) :** Contrôle par vidéo – CSE

**Prescription contrôlée :**

« III. Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo.

« L'avis de l'organisme consulté est rendu, à la majorité des membres présents, après communication par l'exploitant d'une présentation du dispositif de contrôle par vidéo précisant ses caractéristiques, y compris la présence ou non d'une visualisation en temps réel, et les modalités de protection des données personnelles ainsi que les fonctions des personnes habilitées mentionnées au V.

« En l'absence de comité social et économique et d'institutions représentatives du personnel, les personnels sont consultés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

**Constats :**

L'exploitant remet à l'inspection le compte rendu de réunion du comité social et économique du 24 septembre 2021, dans lequel la mise en place d'un système de contrôle vidéo des déchargements de déchets en ISDND est présentée.

Il est signalé que :

- le dispositif de contrôle vidéo n'a pas vocation à filmer les salariés, que ce soit le personnel de l'installation ou les chauffeurs.
- dans le cas où, de manière exceptionnelle, des personnes viendraient à être filmées, leur image sera anonymisée par un système de floutage du visage de la personne concernée en temps réel.

Le vote à bulletins secrets est le suivant : POUR : 1 // CONTRE : 3 // ABSTENTION : 3.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Contrôle par vidéo – Information**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-48-1

**Thème(s) :** Contrôle par vidéo – Information

**Prescription contrôlée :**

"L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.

L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation."

**Constats :**

L'exploitant présente à l'inspection un document intitulé « causerie QHSE » datant du 13 juillet



<p>2022 dont le thème est « Traçabilité du déchet/Décret AGEC – Caméras de visualisation » : Il est précisé que les 4 caméras de visualisation au niveau de l'aire de vidage des déchets enregistrent sur une durée d'un an les opérations de vidage, de façon à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé, ainsi que la plaque minéralogique de chaque véhicule : 8 salariés ont signé ce document.</p> <p>L'exploitant devra confirmer qu'il n'y a que 8 salariés dans le site.</p> <p>Pour ce qui est de l'information à donner aux autres personnes présentes dans le site, l'exploitant précise qu'il a sollicité la direction stockage France Veolia pour connaître les actions mises en place au niveau national pour répondre à cette obligation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite</p>

#### N° 7 : Contrôle par vidéo – Disponibilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-48-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Contrôle par vidéo – Disponibilité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« IV. Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>« Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,</p> <p>« Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p> <p>« Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>« Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de ces données, il les a demandées à la société DEF SURETE pour obtenir le journal des indisponibilités.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite</p>